



DIARIO

DEL GOBIERNO DE CATALUÑA Y DE BARCELONA,

DEL VIERNES 25 DE OCTUBRE DE 1811.

SS. Crispín y Crispiano Mártires.

Las Q. H. están en la Ig. Parroquial de S. Cucufate; se reserva à las cinco y media de la tarde.

D I A.	TERMÓMETRO.	BARÓMETRO.	VIENT. Y ADMÓSFERA
23 á las 11 de la noc.	14 grad. 6	27 p. 10 l. 9	E.S.E. Cub. r. t. lluv
24 á las 6 de la mañ.	13 3	27 9 3	N. Idem.
24 á las 2 de la tard.	14 2	27 9 3	S.O. Entrecubierto.

NOUVELLES ETRANGERES.

AUTRICHE.

Vienne, 18 Août. — Des nouvelles authentiques de Bucharest nous donnent des détails curieux sur le passage du Danube par les russes. L'armée turque, grossie par les nombreux renforts qui lui étoient arrivés de toutes les parties de l'Empire, s'avance vers le fleuve et attaque, avec impétuosité, l'armée russe. Le général Kutusov repoussa les turcs en leur faisant essuyer une perte considérable, il les obligea même de rentrer dans leur camp retranché; mais il devoit s'attendre à une nouvelle attaque, parce que les turcs étoient bien déterminés à profiter de leur supériorité, même en faisant des sacrifices. Dans ces circonstances, le général Kutusov assembla un conseil de guerre, auquel assistèrent les généraux, comtes de Langeron, VVoynoff, et plusieurs autres généraux de division. L'avis unanime de ces généraux fut que l'armée russe, quoiqu'assez brave pour se mesurer avec toute l'armée turque, se verroit cependant exposée à des pertes successives, et difficiles à réparer, si elle étoit obligée de repousser continuellement les attaques que le grand-visir méditoit contre elle; qu'il étoit ainsi conforme aux intérêts de S. M. l'empereur de Russie, de ne pas sacrifier inutilement tant de valeureux soldats, et de porter sur la rive gauche du Danube l'armée russe, après avoir détruit la place de Rudschuck. C'est à la suite de cette délibération que l'armée russe a passé le fleuve. On a dressé acte de cette conférence si importante par ses résultats, et il a été signé par tous les généraux qui assistoient à la

NOTICIAS ESTRANGERAS.

AUSTRIA.

Viena 18 de Agosto. — Las noticias auténticas de Bucharest nos dan unos detalles curiosos sobre el paso del Danubio executado por los rusos. El ejército turco engrosado con los numerosos refuerzos que le habían llegado de todas las partes del Imperio, se adelantó hacia el río y acometió con ímpetu al ejército ruso. El general Kutusov rechazó los turcos, causándoles una pérdida considerable; obligóles à entrar en un campo atrincherado; pero debía aguardar se à un nuevo ataque, porque los turcos estaban bien determinados à aprovecharse de su superioridad; aunque fuese à costa de sacrificios. En tales circunstancias el general Kutusov juntó consejo de guerra, al que asistieron los generales, condes de Langeron, VVoynoff, y otros varios generales de division. El parecer unánime de esos generales fué que el ejército ruso, aunque bastante valiente para medir sus fuerzas con todo el ejército turco, se vería sin embargo expuesto à pérdidas sucesivas, y difíciles de reparar, si continuamente tenía que rechazar los ataques que el gran Visir proyectaba; que por tanto era conforme à los intereses de S. M. el Emperador de Rusia el no sacrificar inutilmente tantos soldados valerosos, y trasladar à la izquierda del Danubio el ejército ruso, después de haber destruido la plaza de Rudschuck. A consecuencia de esta determinación el ejército ruso pasó el río. Levántese auto de esta conferencia tan importante por sus resultados, y ha sido firmado por todos los generales que asistieron

délibération. On l'a envoyé ensuite par un courrier extraordinaire à Pétersbourg.

(Gazette de France.)

CONCLUSION

De Discours du chapitre métropolitain de Paris.

Nous ne nous séparerons dans aucun temps de ce noble enseignement héréditaire dans l'église de France, dont la doctrine canonique n'est autre chose, selon le langage de Saint-Louis dans sa pragmatique sanction, langage consacré par le même Bossuet, à l'ouverture des séances de 1682, que l'ancien droit commun et la puissance des ordinaires, suivant les conciles généraux et les institutions des saints Pères.

C'est, Sire, en conséquence de ce droit public inhérent à l'église gallicane, que, conformément nos délibérations et notre conduite à nos principes, nous reconnaissons et nous déclarons authentiquement à V. M., que, selon la discipline de toute l'église catholique, sanctionnée par le saint Concile de Trente, chapitre 16, de la 24.^e session, et exécutée sans aucune exception dans tous les diocèses de la catholicité, la juridiction épiscopale ne meurt jamais, parce qu'elle est nécessaire tous les jours et dans tous les moments à l'Eglise, ainsi qu'aux fidèles.

Qu'à l'insant même de la mort des premiers pasteurs, elle passe toute entière et de plein droit aux chapitres des métropoles ou des cathédrales durant la vacance des sièges; que, selon les dispositions conciliaires déjà citées, si les chapitres négligeaient, pendant huit jours seulement, de la faire administrer, elle serait aussi dévolue, pour chaque métropole, au plus ancien des évêques suffragans, et pour chaque cathédrale au métropolitain, ou à son défaut, au plus ancien évêque de la province ecclésiastique.

Que ce dépôt sacré, confié aux chapitres par le droit public comme par la constitution de l'église elle-même, est à l'abri de toute atteinte, de tout empêchement, de toute opposition, à moins qu'un chapitre n'en fût dépouillé pour des causes légitimes par un jugement légal et compétent.

Que d'après les principes du clergé de France, n'y ayant dans l'église aucune puissance indépendante des canons, il n'en existe par conséquent aucune qui, par des voies contraires aux dispositions canoniques, ait le droit de mettre obstacle à cette prérogative, ou plutôt à ce devoir des chapitres; que ces corps ecclésiastiques ne peuvent pas exercer capitulairement la juridiction épiscopale, et qu'ils sont forcés de la déléguer, sous peine de la rendre nulle dans les églises vacantes.

à la délibération. Inmediatamente se envió á Petersburgo por correo extraordinario.

(Gazeta de Francia.)

CONCLUTE

La Arrenga del Cabildo metropolitano de Paris.

En ningún tiempo nos separaremos de este noble enseñanza hereditaria en la iglesia de Francia, cuya doctrina canónica, según el lenguaje de S. Luis en su pragmática sanción, lenguaje consagrado por el mismo Bossuet en la abertura de las sesiones de 1682, no es otra cosa que el antiguo derecho común, y el poder de los ordinarios, según los Concilios generales; y las instituciones de los Santos Padres.

Por esto, Señor, á consecuencia de este derecho inherente á la iglesia galicana, conformando nuestras deliberaciones y nuestra conducta á nuestros principios, reconocemos y declaramos auténticamente á V. M. que, á tenor de la disciplina de toda la iglesia católica, sancionada por el Santo Concilio de Trento, capítulo 16, de la Sesión 24.^a, y executada sin excepción alguna en todas las Diócesis de la cristiandad, la jurisdicción episcopal no muere jamas, por que es necesaria todos los dias, y todos los instantes á la iglesia, como tambien á los fieles.

Que en el mismo instante de la muerte de los primeros pastores para toda entera, y de pleno derecho á los Cabildos de los metrópolis; ó de las catedrales, mientras duran las sedes vacantes; que según las disposiciones conciliares ya citadas, si los cabildos fueren remisos durante ocho dias solamente en hacerla administrar, quedaria devoluta, por cada metropoli al mas antiguo de los obispos sufraganeos, y por cada catedral al metropolitano, ó en su falta al obispo antiguo de la provincia eclesiastica.

Que ese sagrado depósito, confiado á los cabildos por el derecho público, como tambien por la constitucion de la iglesia misma, se halla al abrigo de qualquier ofensa, qualquier impedimento, qualquier oposicion, á menos que algun cabildo fuese despojado de él por causas legítimas, mediante un juicio legal y competente.

Que á tenor de los principios del clero de Francia, no habiendo en la iglesia poder alguno independiente de los canones, no existe por consiguiente ninguna que por vias contrarias á las disposiciones canónicas, tenga el derecho de poner obstáculo á esta prerrogativa, ó por mejor decir, á ese deber de los cabildos; que esos cuerpos eclesiásticos no pueden ejercer capitularmente la jurisdicción episcopal, y que están precisados á delegarla, so pena de hacerla nula en las iglesias vacantes.

Qu'en la communiquant soit à un administrateur principal, soit à des vicaires généraux, ils en rendent l'exercice aussi légitime qu'il le serait pour un titulaire institué canoniquement; que d'après cet accord de faits uniformes et de règles immuables, l'usage constant de toutes les églises de France est, et a toujours été depuis plusieurs siècles, que les chapitres défèrent aux évêques nommés par le souverain tous les pouvoirs capitulaires, c'est-à-dire toute la juridiction épiscopale, dont l'attribution n'éprouve ainsi pour eux aucun retard, et dont l'exercice ne rencontre aucun obstacle.

Qu'en conséquence de ce droit public ecclésiastique, qu'aucun nuage ne saurait obscurcir, et qu'aucun fait ne pourra jamais contredire, on voit que dans le dix-septième siècle, qui sera toujours en tout genre d'une si imposante autorité, depuis l'année 1681 jusqu'à l'année 1693, intervalle durant lequel toutes les institutions canoniques furent suspendues en France, ce fut par le sage conseil de Bossuet à Louis XIV que tous les archevêques et évêques nommés en grand nombre pendant ces douze années, allèrent gouverner paisiblement, en vertu des pouvoirs qui leur furent donnés par les chapitres, les églises métropolitaines ou cathédrales dont ils étaient destinés à remplir les sièges vacans, sans qu'on leur opposât ni le moindre empêchement ni la moindre réclamation; ce moyen canonique conserva l'unité, l'ordre et la paix pendant ce long orage politique.

Un exemple si récent et si solennel décide absolument toutes les questions relatives à l'administration des églises, privées de leurs premiers pasteurs.

Enfin, nous déclarons à V. M. que ce droit public étant resté clair, intact, et usité jusqu'à nos jours, nous avons rempli notre devoir en y conformant toutes nos délibérations avec autant d'empressement que de fidélité depuis la mort du cardinal de Belloy.

Telle est, Sire, la doctrine que nous professons hautement, et que nous promettons de professer toujours, pour ne trahir jamais ni nos droits, ni nos obligations. Nous l'avons reçue de nos prédécesseurs, et nous voulons la transmettre à ceux qui viendront après nous sans y rien ajouter et sans en rien retrancher.

Nous sommes avec le respect le plus profond, Sire, de V. M. I. et R., les très-soumis et très-fidèles serviteurs et sujets.

Le chapitre métropolitain de Paris.

Caroliis, Chanoine-secrétaire.

ESPAGNE.

Madrid 20 Août. — Le roi a fait de nom-

Ayuntamiento de Madrid

3
Que al comunicarla, ya sea à un administrador principal ya à los vicarios generales, hacen su ejercicio tan legítimo, como lo sería por un titular elegido canónicamente; que à tenor de esta concordación de hechos uniformes, y de reglas inmutables, el uso constante de todas las iglesias de Francia es y ha sido siempre desde muchos siglos, el que los cabildos difieran à los obispos nombrados por el Soberano todos los poderes capitulares, es à decir, toda la jurisdicción episcopal, cuya atribución no experimenta de este modo retardo alguno, ni el ejercicio experimenta obstáculos.

Que en consecuencia de ese derecho público eclesiástico, al que ninguna nube podía oscurecer, ni hecho alguno contradecir, se ve que en el siglo decimo séptimo, el qual en todos géneros será de muy poderosa autoridad, desde el año 1681 hasta el de 1693, durante cuyo intervalo todas las instituciones canónicas fueron suspendidas en Francia, à consejo que el sabio Bossuet dió à Luis XIV todos los arzobispos, y obispos nombrados en gran número, en esos doce años fueron à gobernar pacíficamente en virtud de poderes que les fueron dados por los cabildos, las iglesias metropolitanas ó catedrales, cuyas sedes vacantes estaban destinados à llenar sin que se les opusiera el menor impedimento, ni la mas mínima reclamación; este medio canónico conservó la unidad, el orden y la paz durante aquella larga tempestad política.

Un exemplo tan reciente y tan solemne decide absolutamente todas las cuestiones relativas à la administración de iglesias privadas de sus primeros pastores.

Nosotros finalmente declaramos à V. M. que habiendo quedado claro, intacto, y usado hasta nuestros dias ese derecho publico, hemos llenado nuestro deber conformando à él todas nuestras deliberaciones con tanto albrico como fidelidad desde la muerte del cardenal de Belloy.

Tal es, Sr., la doctrina que profesamos altamente y que nos prometemos profesar siempre, para no hacer jamas traicion à nuestros derechos ni à nuestras obligaciones. La hemos recibido de nuestros predecesores y queremos transmitirla à los que nos sucederán, sin querer añadir ni quitarle cosa alguna.

Con esto nos repetimos con el mas profundo respeto, Señor, de V. M. I. y R. los mas sumisos y fieles servidores y vasallos.

El Cabildo metropolitano de Paris.

Caroliis, Canónigo Secretario.

ESPAÑA.

Madrid 20 de agosto. — El rey ha hecho

breves promotions dans les bataillons de la milice civique des villes de Madrid, Grenade, Tolède, Avila, Utrera.

On vient de publier le prospectus d'un ouvrage périodique qui doit paraître par cahiers, et dont le plan ressemble à celui du *Mercurio de France*; son titre est: *La Semaine érudite, ou Magasin des Productions littéraires*. Il existoit autrefois sous la même dénomination.

Les théâtres sont très-suivis.

(Gazette de France.)

numerosas promociones en los batallones de la milicia civil de Madrid, Granada, Toledo, Avila, y Utrera.

Se acaba de publicar el prospecto de una obra periódica que debe salir por quadernos, y cuyo plan se parece al *Mercurio de Francia*. Tiene por título: *el Semanario erudito, ó Almacén de producciones literarias*. Existia ya ántes con el mismo título.

Los teatros son muy frecuentados.

(Gazeta de Francia.)

NOTICIAS PARTICULARES DE BARCELONA.

NOUS, Général de Division, Comte de l'Empire, grand Officier de la Légion d'honneur, Chevalier de l'ordre de la couronne de fer, grand dignitaire de l'ordre des Deux-Siciles, Gouverneur de la ville et Province de Barcelonne,

Avons arrêté et ordonnons ce qui suit:

ART. 1.^{er} Les dispositions de notre arrêté du 21 Mars dernier sont étendues au Sr. Galofre, actuellement absent de chez lui.

ART. 2. Il est requis en notre nom de se présenter personnellement sous huit jours, pour répondre aux demandes qui lui seront faites.

ART. 3. Faute de le faire, toutes ses propriétés mobilières et immobilières seront confisquées et mises sous la main du Domaine.

ART. 4. Le Commissaire-général de Police est chargé de faire signifier le présent arrêté, au domicile dudit Sr. Galofre, dans les 24 heures de sa réception.

Fait à Barcelone, le 24 Octobre 1811.

Le Général de division Comte de l'Empire, Gouverneur,

Signé MAURICE MATHIEU.

NOS, General de Division, Conde del Imperio, gran Oficial de la Legion de honor, Caballero de la orden de la corona de hierro, gran dignitario de la orden de las Dos Sicilias, Gobernador de la ciudad y Provincia de Barcelona,

Hemos decretado y mandamos lo siguiente:

ART. 1.^o Las disposiciones de nuestro Decreto de 21 de Marzo último, son aplicadas al Sr. Galofre, en la actualidad ausente de su casa.

ART. 2. Se le requiere en nombre nuestro á que se presente personalmente en el término de ocho dias, para responder á las demandas que se le hicieren.

ART. 3. En caso de no hacerlo, se le confiscarán todos sus bienes muebles, é inmuebles, y serán puestos en manos del Dominio.

ART. 4. El Comisario general de Policía, queda encargado de hacer notificar el presente Decreto en el domicilio de dicho Señor Galofre, dentro las 24 horas de haberlo recibido.

Dado en Barcelona á 24 de Octubre de 1811.

El General de Division conde del Imperio, Gobernador,

Firmado MAURICIO MATHIEU.

Serviente.

Qualquiera que necesite de un Estudiante para maestro ó para servir, que tiene quien le abona, se le dará razon de dicho en el quarto piso de casa Batlle, chocolatero, que vive en la esquina de la calle den Carabasa.

Pérdida.

El día 23 por la noche desde la capilla de Marcus, hasta el Palao; se perdió un par de medias de seda finas, con las letras iniciales R. T., quien les haya hallado podrá devolverlas en casa Fábriolas, que vive delante del dicho Palao, y se le darán 2 pesetas de gratificación.

TEATRO.

La Sociedad dramática Española representará hoy la comedia titulada: *El Catalán Serrallonga*; sonadilla y saynete.

En la Imprenta del Gobierno de Cataluña, calle del Escudellari, N.º 68.

Ayuntamiento de Madrid